



**TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS**  
**PREVOYANCE CONVENTIONNELLE CADRE**  
**NOTICE D'INFORMATION**

Version en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023

La présente notice a pour objet de vous informer sur vos droits et obligations découlant de l'adhésion de votre entreprise au contrat Prévoyance Conventionnelle Cadre Transport Routier de Voyageurs.

Elle précise notamment les garanties prévoyance dont vous bénéficiez, leurs modalités d'entrée en vigueur ainsi que les formalités à accomplir en cas de sinistre.

Ce document, qui vous est remis par votre entreprise, constitue un résumé des dispositions contractuelles organisant les rapports entre votre entreprise, vous-même et l'Institution.

# SOMMAIRE

<b>LEXIQUE .....</b>	<b>4</b>
<b>GENERALITES .....</b>	<b>6</b>
Article 1 – Cadre juridique .....	6
Article 2 – Cadre légal .....	6
Article 3 – Contrôle de l'Institution .....	6
Article 4 – Réclamation et médiation .....	6
Article 5 – Communication par voie électronique .....	7
Article 6 – Protection de vos données personnelles .....	7
Article 7 – Lutte contre la fraude à l'assurance .....	9
<b>VOTRE AFFILIATION .....</b>	<b>10</b>
Article 8 – Date d'effet de votre affiliation .....	10
Article 9 – Suspension de votre contrat de travail .....	10
Article 10 – Cessation de votre affiliation .....	10
Article 11 – Maintien des garanties .....	10
<b>COTISATIONS .....</b>	<b>12</b>
Article 12 – Assiette et taux de cotisations .....	12
<b>PRESTATIONS .....</b>	<b>13</b>
Article 13 – Conditions de la garantie .....	13
Article 14 – Reconnaissance de l'affection de longue durée par l'Institution .....	13
Article 15 – Montant des prestations .....	14
Article 16 – Délai de survie .....	14
Article 17 – Paiement des prestations .....	14
Article 18 – Rechute .....	14
Article 19 – Exclusions.....	15
Article 20 – Prescription .....	15
<b>ANNEXE 1 – TABLEAU DE GARANTIES .....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE 2 – PROTECTION DE VOS DONNEES PERSONNELLES .....</b>	<b>17</b>

# LEXIQUE

## ■ Affection de longue durée exonérante

Affection dont la gravité et/ou le caractère chronique nécessite un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse. L'assuré est exonéré du paiement de sa participation aux frais de santé liés à son affection.

## ■ Bénéficiaire

Personne physique ou morale percevant la prestation prévue par la garantie lors de la réalisation du risque.

## ■ Cotisation

Contribution des salariés et /ou de l'entreprise versée à l'Institution en contrepartie de son engagement.

## ■ Délai de survie

Période au cours de laquelle le décès du participant met fin à la garantie.

## ■ Entreprise ou adhérent

Personne morale qui souscrit par la signature d'un bulletin d'adhésion au contrat pour le compte de son personnel et qui s'engage à verser les cotisations.

## ■ Garantie

Engagement de l'Institution, en contrepartie d'une cotisation convenue d'avance, à verser une prestation à l'occasion d'un sinistre au cours d'une période déterminée.

## ■ Institution

CARCEPT-Prévoyance, Institution de prévoyance régie par le code de la Sécurité sociale, est l'organisme assureur du contrat souscrit par l'entreprise.

## ■ Maladie

Toute altération de santé constatée par une autorité médicale et ouvrant droit aux prestations d'un régime obligatoire français de Sécurité sociale.

## ■ Participant

Salarié de l'entreprise souscriptrice du contrat, qui relève de la catégorie de personnel assurée et est de ce fait, obligatoirement affilié à l'Institution.

## ■ Prestation

Exécution de la garantie par l'Institution.

## ■ Risque

Événement aléatoire dont la réalisation est indépendante de la volonté du participant ou du bénéficiaire.

## ■ Rémunération brute

Sommes et avantages perçus par le participant assujettis à charges sociales dans les conditions prévues à l'article L242-1 du Code de la Sécurité sociale.

## ■ Rémunération nette

Rémunération brute déduction faite de toutes les charges sociales et autres contributions salariales légalement ou conventionnellement obligatoires.

## ■ Sinistre

Réalisation du risque mettant en jeu au moins une des garanties du contrat.

# GENERALITES

## Article 1 – Cadre juridique

Votre entreprise a adhéré à un contrat de prévoyance auprès de CARCEPT-Prévoyance, institution de prévoyance régie par le Titre III du Livre IX du code de la Sécurité sociale dont le siège social est situé 4, rue Georges Picquart, 75017 PARIS. Ce contrat définit les modalités des opérations de prévoyance proposées dans le cadre de l'accord du 23 mars 2022 relatif à la garantie « ALD AVC / Cancer » dans le secteur du transport routier de voyageurs.

Il s'agit d'une opération collective à adhésion obligatoire au profit du personnel relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'Accord National Interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres.

Vous êtes couvert pour le risque suivant, intégralement assuré par CARCEPT-Prévoyance :

- **ALD AVC / Cancer**

## Article 2 – Cadre légal

Le contrat est régi par les dispositions du code de la Sécurité sociale et est exclusivement soumis à la loi française. Tout litige éventuel lié au présent contrat sera du ressort des tribunaux français.

## Article 3 – Contrôle de l'Institution

L'Institution est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) située 4, place de Budapest – CS 92459 – 75436 PARIS Cedex 09.

## Article 4 – Réclamation et médiation

Pour toute réclamation relative au fonctionnement du contrat, vous devez vous adresser en priorité à l'adresse suivante :

**CARCEPT-Prévoyance  
Service Réclamation  
TSA 20202  
69307 LYON CEDEX 07**

Si un désaccord persistait après épuisement des voies internes de réclamation, et sans préjudice du droit d'agir en justice, vous ou votre ayant droit pouvez, afin de trouver une issue amiable au différend vous opposant à l'Institution, saisir le Médiateur de la protection sociale, dans le délai d'un an à compter de la réclamation. Le Médiateur peut également être saisi à défaut de réponse de l'Institution dans le délai de deux mois à une réclamation écrite. Pour être recevable, la saisine doit être accompagnée du justificatif de la réclamation auprès de l'Institution.

Par courrier :

**Médiateur de la protection sociale (CTIP)  
10 rue Cambacérès  
75008 PARIS**

Par internet : <https://www.ctip.asso.fr/mediateur-de-la-protection-sociale-ctip/>

## Article 5 – Communication par voie électronique

Conformément aux dispositions des articles 1366 et 1367 du code civil, les courriels et les documents électroniques échangés entre vous et l'Institution sont considérés comme étant équivalents à des documents écrits. L'ensemble des parties reconnaît la valeur probante des courriels et des documents électroniques. Cette disposition ne fait pas obstacle à la fourniture des documents originaux éventuellement nécessaires à l'Institution pour le paiement des prestations, ainsi qu'au respect des dispositions des articles L932-12-2 et R932-1-6 du code de la Sécurité sociale relatives aux modalités de résiliation du contrat.

## Article 6 – Protection de vos données personnelles

Dans le cadre de la relation contractuelle qui lie votre employeur à l'Institution, des données personnelles vous concernant sont collectées par CARCEPT-Prévoyance, entité du Groupe KLESIA, située 4, rue Georges Picquart 75017 PARIS en tant que responsable de traitement.

Toutes les données sont obligatoires sauf celles identifiées comme facultatives. En effet, les données obligatoires sont nécessaires à la conclusion du contrat ou au respect de dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur. A défaut de fourniture des données obligatoires, CARCEPT-Prévoyance sera dans l'impossibilité de traiter vos demandes.

### 6.1. Les finalités de la collecte de vos données personnelles

Dans le cadre de l'exécution du contrat d'assurance, les données personnelles que CARCEPT-Prévoyance collecte vont permettre :

- L'étude de vos besoins spécifiques nécessaire à la passation des contrats d'assurance afin de vous proposer des contrats adaptés ;
- La tarification, l'émission des documents pré contractuels, contractuels et comptables, l'encaissement des primes ou cotisations et leur répartition éventuelle entre les coassureurs et les réassureurs, le commissionnement, la surveillance des risques, et les autres opérations techniques nécessaires à la gestion des contrats d'assurance ;
- La gestion des prestations et la gestion des sinistres pour l'exécution des contrats d'assurance ;
- L'élaboration de statistiques et études actuarielles ;
- L'exercice des recours et la gestion des réclamations et des contentieux ;
- La gestion des demandes liées à l'exercice de vos droits ;
- La recherche des assurés de contrats d'assurance sur la vie qui seraient décédés ainsi que le traitement des demandes des bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie par le biais de l'AGIRA.

Vos données personnelles sont également traitées afin de répondre aux dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur. Dans ce cadre et pour répondre à ses obligations légales, CARCEPT-Prévoyance met en œuvre un traitement de surveillance ayant pour finalité la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et l'application de sanctions financières.

Différents traitements opérés par les entités du Groupe KLESIA sont basés sur l'intérêt légitime afin de vous apporter les meilleurs produits et services, de continuer à améliorer leur qualité et de mieux vous connaître pour personnaliser les contenus et les services proposés et les adapter à vos besoins. Ils correspondent à :

- La mise en place d'actions de prévention ;
- La gestion de la relation commerciale notamment par le biais d'actions telles qu'un programme de fidélisation, des enquêtes de satisfaction, des sondages, des jeux concours ou des tests produits ou services ;
- La lutte contre la fraude à l'assurance et les impayés, le cas échéant, l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude pouvant entraîner une réduction ou le refus du bénéfice d'un droit, d'une prestation, d'un contrat ou service proposés par les entités du Groupe KLESIA.
- La prospection commerciale pour les produits et services du Groupe KLESIA analogues ou complémentaires à ceux que vous avez souscrits.

### 6.2. Le traitement de vos données de santé

Le traitement des données de santé vous concernant par CARCEPT-Prévoyance est soumis à votre consentement. Néanmoins, la conclusion du contrat d'assurance vaut recueil du consentement pour le traitement de vos données de santé à des fins de gestion du contrat et de lutte contre la fraude. Pour tout autre service nécessitant le traitement de vos données de santé, un consentement spécifique est recueilli.

Dans tous les cas, vos données de santé sont traitées en toute confidentialité et sont exclusivement destinées aux médecins conseils de CARCEPT-Prévoyance et leurs services médicaux ainsi qu'aux personnes internes ou externes habilitées spécifiquement.

### *6.3. Les décisions automatisées et le profilage*

Dans certains cas, CARCEPT-Prévoyance pourra être amenée à mettre en œuvre des décisions automatisées ou des traitements de profilage fondés sur l'analyse de vos données. Dans chaque cas, CARCEPT-Prévoyance vous informera spécifiquement et vous permettra de contester une décision automatisée prise à votre égard.

### *6.4. Les destinataires de vos données personnelles*

Dans le cadre des traitements de CARCEPT-Prévoyance, vos données peuvent être transmises à différents destinataires listés en annexe.

### *6.5. Le transfert de vos données personnelles hors de l'Union Européenne*

CARCEPT-Prévoyance traite vos données personnelles en France ou en Europe. Néanmoins, si un transfert de données, vers des pays non reconnus par la Commission Européenne comme ayant un niveau de protection adéquat devait être envisagé, CARCEPT-Prévoyance vous en informerait spécifiquement en précisant les garanties mises en place permettant la protection de vos données personnelles.

### *6.6. Les durées de conservation de vos données personnelles*

Vos données personnelles sont conservées le temps de la relation commerciale ou contractuelle et jusqu'à expiration des délais de prescriptions légales ou nécessaires au respect d'une obligation réglementaire. Les durées de conservation varient en fonction des finalités et sont détaillées en annexe.

### *6.7. Vos droits*

Vous disposez d'un droit d'accès aux données traitées, de rectification en cas d'inexactitude, d'effacement dans certains cas, de limitation du traitement, à la portabilité de vos données.

Le droit à la portabilité permet la transmission directe à un autre responsable de traitement des données personnelles traitées de manière automatisée. Ce droit ne concerne que le cas où les données personnelles sont fournies par vous-même et traitées sur la base de votre consentement ou de l'exécution d'un contrat.

**Vous pouvez également vous opposer, à tout moment, à un traitement de vos données :**

- **Pour des raisons tenant à votre situation particulière que CARCEPT-Prévoyance vous remercie d'argumenter ;**
- **Lorsque vos données sont traitées à des fins de prospection, sans avoir à vous justifier.**

De plus, si vous ne souhaitez pas faire l'objet de prospection commerciale dans le cadre de démarchage téléphonique, vous pouvez vous inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique BLOCTEL. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site [www.bloctel.gouv.fr](http://www.bloctel.gouv.fr)

Par ailleurs, vous avez la possibilité :

- De définir des directives générales et particulières précisant la manière dont vous entendez que soient exercés ces droits, après votre décès ;
- De retirer votre consentement si le traitement de vos données repose uniquement sur celui-ci.

Enfin, le droit d'accès aux traitements relatifs à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'exerce auprès de la CNIL via une procédure de droit d'accès indirect. Néanmoins, le droit d'accès concernant les traitements permettant l'identification des personnes faisant l'objet d'une mesure de gel des avoirs ou d'une sanction financière s'exerce auprès de CARCEPT-Prévoyance.

### *6.8. L'exercice de vos droits auprès de CARCEPT-Prévoyance*

Ces droits peuvent être exercés en justifiant de votre identité et en précisant le droit que vous souhaitez exercer ainsi que tout élément facilitant votre identification.



Pour toute information ou exercice de vos droits relatifs aux traitements de vos données personnelles gérés par CARCEPT-Prévoyance, vous pouvez contacter son Délégué à la Protection des Données (DPO) :

- Par courrier électronique : [info.cnil@klesia.fr](mailto:info.cnil@klesia.fr)
- Par courrier à l'adresse KLESIA – Service INFO CNIL – CS 30027 – 93108 Montreuil Cedex.

#### *6.9. Réclamation auprès de la CNIL*

Vous disposez également d'une possibilité d'établir une réclamation près de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou <https://cnil.fr>

### **Article 7 – Lutte contre la fraude à l'assurance**

L'Institution peut utiliser vos données personnelles à des fins de lutte contre la fraude à l'assurance. Ce traitement peut entraîner votre inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.

# VOTRE AFFILIATION

## Article 8 – Date d’effet de votre affiliation

Le contrat dont vous bénéficiez est un contrat collectif et obligatoire pour l’ensemble des salariés appartenant à la catégorie assurée définie à l’article 1.

Vous devez donc y être affilié dès la date d’effet du contrat si vous faites partie de la catégorie assurée à cette date, ou postérieurement dès votre appartenance à cette catégorie.

Les garanties prennent effet à compter du jour de votre affiliation.

## Article 9 – Suspension de votre contrat de travail

### 9.1. *Suspension du contrat de travail rémunérée ou indemnisée*

Les garanties sont maintenues si vous bénéficiez :

- D’un maintien total ou partiel de salaire ;
- Des indemnités journalières complémentaires versées au titre d’un contrat de prévoyance complémentaire ou des indemnités journalières de la Sécurité sociale ;
- D’un revenu de remplacement versé par votre employeur, notamment en cas d’activité partielle ou d’activité partielle de longue durée (dont l’activité est totalement suspendue ou dont les horaires sont réduits) et de congé rémunéré par l’employeur (reclassement, mobilité ...).

Ce maintien des garanties donne lieu à paiement des cotisations.

### 9.2. *Suspension du contrat de travail non rémunérée ou non indemnisée*

En cas de suspension de votre contrat de travail sans maintien de votre rémunération, les garanties sont suspendues, sauf si vous vous acquittez de l’intégralité de la cotisation.

## Article 10 – Cessation de votre affiliation

Votre affiliation à l’Institution cesse de plein droit dans les cas suivants :

- À la dénonciation de l’adhésion de votre entreprise ;
- À la rupture de votre contrat de travail, sous réserve du cas de maintien des garanties en vertu de la portabilité des droits visé à l’article 11.1 ;
- En cas de cessation d’activité ou disparition de votre entreprise ;
- En cas de changement d’emploi, si vous n’appartenez plus à la catégorie de personnel assurée ;
- À la date de votre décès.

## Article 11 – Maintien des garanties

### 11.1. *En cas de rupture de votre contrat de travail donnant lieu à portabilité de vos droits*

#### *Conditions*

Conformément aux dispositions de l’article L911-8 du Code de la Sécurité sociale, en cas de cessation de votre contrat de travail non consécutive à une faute lourde, les garanties sont maintenues dès lors que vous bénéficiez d’une prise en charge par le régime de l’Assurance Chômage. Le maintien des garanties est également subordonné à la condition que vos droits aient été ouverts chez votre dernier employeur.

#### *Formalités*

Pour bénéficier de la portabilité des droits, vous devez retourner à l’Institution, le bulletin de demande de portabilité établi par l’Institution dûment complété et signé.

Il incombe à votre entreprise de vous informer de ce droit.

#### *Date d'effet et durée du maintien des garanties*

Le maintien des garanties prend effet à compter de la date de cessation de votre contrat de travail.

Ce maintien vous est accordé pendant la période d'indemnisation par l'Assurance Chômage pour une durée équivalente à celle de votre dernier contrat de travail ou, le cas échéant, de vos derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur, dans la limite de 12 mois.

La suspension des allocations du régime d'Assurance Chômage, pour cause de maladie ou pour tout autre motif, n'a pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien qui ne sera pas prolongée d'autant.

#### *Garanties maintenues*

Les garanties maintenues sont celles en vigueur chez votre dernier employeur. Ainsi, toute révision de la présente notice vous sera applicable.

#### *Financement*

Le maintien des garanties est financé par un système de mutualisation intégré aux cotisations du contrat des salariés en activité, ce qui entraîne l'absence de cotisations au titre de périodes postérieures à la cessation du contrat de travail pour votre employeur et pour vous-même.

#### *Obligations déclaratives*

Les justificatifs suivants doivent être adressés à l'Institution :

- À l'ouverture du maintien des garanties, le justificatif initial de votre indemnisation par le régime d'Assurance Chômage ;
- Trimestriellement au cours de la période du maintien des garanties, l'attestation de paiement de vos allocations chômage. En cas de sinistre, l'Institution pourra également réclamer cette attestation à chacune de vos demandes de prise en charge.

#### *Cessation du maintien des garanties*

Le maintien des garanties cesse :

- À l'issue de la période de portabilité ;
- À la date de votre décès ;
- En cas de cessation du versement des allocations du régime de l'Assurance Chômage ;
- En cas de non-transmission des justificatifs de prise en charge par l'Assurance Chômage ;
- En cas de dénonciation de l'adhésion de votre entreprise.

### *11.2. Maintien des garanties à titre individuel*

En application de l'article 5 de la loi Evin n° 89-1009 du 31 décembre 1989, en cas de dénonciation de l'adhésion de votre entreprise, vous pouvez continuer à bénéficier de garanties à titre individuel, moyennant le paiement de cotisations spécifiques déterminées par l'Institution, à condition d'en faire la demande dans les trois mois suivant la date d'effet de la dénonciation.

# COTISATIONS

## Article 12 – Assiette et taux de cotisations

Les garanties sont assurées par l'Institution en contrepartie du paiement des cotisations prévues au contrat.

L'assiette des cotisations est votre rémunération totale brute soumise aux cotisations de Sécurité sociale, hors frais professionnels, limitée à trois plafonds de la Sécurité sociale.

En cas de suspension du contrat de travail rémunérée ou indemnisée donnant lieu au versement d'un revenu de remplacement dans les conditions de l'article 9, l'assiette des cotisations est constituée de l'indemnisation qui vous est versée (indemnisation légale, complétée le cas échéant, d'une indemnisation complémentaire ou conventionnelle versée par l'employeur).

Les cotisations sont réparties entre votre employeur et vous-même, conformément à l'accord du 23 mars 2022 susmentionné. Votre part de cotisation est prélevée sur votre bulletin de salaire. Votre employeur est seul responsable du paiement des cotisations à l'Institution.

# PRESTATIONS

La garantie est composée :

- du versement d'un capital en cas d'affection de longue durée telle que définie à l'article 13 ;
- d'un service d'accompagnement médico-social personnalisé qui comprend notamment une écoute, un accompagnement et un soutien sur-mesure des bénéficiaires dans la durée. L'accompagnement doit être ajusté au vu de l'évolution de votre situation médicale et sociale.

## Article 13 – Conditions de la garantie

La garantie a pour objet le versement d'un capital en cas de reconnaissance d'une affection de longue durée exonérante (ALD) ainsi qu'un suivi spécifique pour vous soutenir.

### 13.1. Définition d'une affection de longue durée exonérante

Une affection de longue durée exonérante est une affection dont la gravité et/ou le caractère chronique nécessite un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse. La liste de ces affections est fixée à l'article D160-4 du code de la Sécurité sociale. L'assuré est alors exonéré du ticket modérateur pour tous les soins en lien avec son affection de longue durée.

### 13.2. Affections de longue durée prises en charge au titre de la garantie

Seules les deux affections de longue durée suivantes ouvrent droit à la garantie :

- Tumeur maligne, affection du tissu lymphatique ou hématopoïétique
- Accident vasculaire cérébral invalidant

### 13.3. Conditions d'ouverture du droit à la garantie

Vous pouvez avoir droit au paiement du capital et au suivi définis à l'article 15 si vous remplissez les conditions cumulatives suivantes :

- Vous êtes atteint d'une affection définie à l'article 13.2 reconnue par l'assurance maladie à la suite du protocole de soins mis en place par votre médecin traitant puis par l'Institution ;
- La reconnaissance de l'affection de longue durée est postérieure à la date d'effet de l'adhésion. La date de reconnaissance est la date à laquelle le protocole de soins a été établi.

## Article 14 – Reconnaissance de l'affection de longue durée par l'Institution

### 14.1. Procédure de reconnaissance

La reconnaissance de l'affection de longue durée est réalisée par le service médical de l'Institution. Vous devez adresser, sous pli confidentiel adressé au médecin-conseil de CARCEPT-Prévoyance, à l'adresse indiquée sur la demande de prestations, les éléments suivants :

- L'imprimé de déclaration de sinistre « Maladies redoutées » dûment rempli et signé ;
- Le rapport médical rempli par votre médecin ;
- La photocopie du protocole de soins établi par votre médecin et validé par l'assurance maladie.

L'institution se réserve le droit de demander toutes pièces complémentaires qui lui seraient nécessaires pour l'étude du dossier notamment pour établir précisément la date de début de l'affection.

Le médecin-conseil se prononce sur l'ouverture du droit à prestation dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de reconnaissance de l'affection de longue durée et de l'ensemble des pièces justificatives, sauf en cas de force majeure.

### 14.2. Procédure de conciliation

Pour être recevable, toute contestation médicale doit être effectuée dans un délai de trois mois à compter de la notification de refus de CARCEPT-Prévoyance.

Dans le cas où vous ou votre représentant légal et votre médecin traitant êtes en désaccord avec la décision de CARCEPT-Prévoyance, vous désignez ensemble un troisième médecin sur la liste des experts auprès des tribunaux.

À défaut d'entente sur ce choix, un médecin expert sera désigné par le Tribunal Judiciaire de votre domicile qui statuera à la requête de la partie la plus diligente, les parties s'interdisant d'avoir recours à la voie judiciaire tant que l'expertise n'aura pas eu lieu.

Les conclusions de ce troisième médecin s'imposent aux parties, sans préjudice des voies de recours qui pourront être exercées.

Vous supporterez les honoraires du 3<sup>ème</sup> médecin si la décision prise par le médecin-conseil de l'Institution est confirmée par le médecin expert. A contrario, les frais seront supportés par l'Institution si la décision prise par le médecin-conseil de l'Institution est infirmée.

## **Article 15 – Montant des prestations**

Le montant du capital figure en annexe. Il est exprimé en pourcentage du Plafond Mensuel de la Sécurité sociale.

Vous bénéficiez d'un service d'accompagnement médico-social personnalisé qui comprend notamment une écoute, un accompagnement et un soutien sur-mesure dans la durée. L'accompagnement est ajusté au vu de l'évolution de votre situation médicale et sociale. Vous bénéficiez également d'actions de sensibilisation et d'information sur les thèmes de la santé et de la prévention.

Le service d'accompagnement médico-social personnalisé et les actions de sensibilisation et d'information sont gérés par IMA Assurances, société anonyme au capital de 7 000 000 euros entièrement libéré, entreprise régie par le code des assurances, dont le siège social est situé 118, avenue de Paris – CS 40 000 – 79 033 NIORT Cedex 09, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Niort sous le n° SIRET 481 511 632. Ce service fait l'objet d'une documentation spécifique établie par IMA Assurances.

## **Article 16 – Délai de survie**

**Le versement des prestations intervient au terme d'un délai de survie de 30 jours à partir de la reconnaissance par la Sécurité sociale de l'affection de longue durée définie à l'article 13.1. Aucun capital ne sera versé si vous décédez pendant le délai de survie.**

## **Article 17 – Paiement des prestations**

La prestation vous est versée dans un délai de 30 jours à compter de l'accord du médecin-conseil de l'Institution, sous réserve de l'envoi par vos soins des documents suivants :

- La copie de votre pièce d'identité ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Votre acte de naissance ;
- Votre dernier bulletin de salaire.

Ces documents sont à transmettre à :

**CARCEPT-Prévoyance  
TSA 2022  
69307 LYON Cedex 07**

## **Article 18 – Rechute**

En cas de nouveau protocole de soins pour la même affection dans un délai de 5 ans à compter de la date de fin du précédent protocole, un nouveau capital peut être versé. Le délai de 5 ans se calcule par différence entre la date de reconnaissance du nouveau protocole de soins et la date de fin du précédent protocole.

## Article 19 – Exclusions

La garantie n'est pas couverte si l'affection résulte :

- Des conséquences de maladie ou d'accident qui sont le fait volontaire de votre part, de mutilations volontaires ou d'une tentative de suicide ;
- Directement ou indirectement du risque atomique ou de radiations ionisantes ;
- De l'alcoolisme chronique ;
- De l'usage de stupéfiants, tranquillisants ou de produits toxiques non ordonnés médicalement ;
- De l'exercice d'une profession entraînant l'exposition à l'amiante ;
- Des conséquences de toute épidémie ou autre crise sanitaire non encore survenue à ce jour faisant l'objet à l'avenir d'une loi ou d'un décret d'état d'urgence sanitaire.

## Article 20 – Prescription

Conformément aux dispositions de l'article L932-13 du code de la Sécurité sociale, toutes les actions dérivant du contrat sont prescrites dans un délai de deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, le délai de prescription ne court :

- En cas de réticence, omission ou fausse déclaration, qu'à compter du jour où l'Institution en a eu connaissance ;
- En cas de réalisation du risque, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignorée jusque-là.

Quand votre action, celle de l'entreprise, du bénéficiaire ou de votre ayant droit contre l'Institution a pour cause le recours d'un tiers, le délai de prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre vous, l'entreprise, le bénéficiaire ou votre ayant droit, ou a été indemnisé par celui-ci.

Le délai de prescription est interrompu dans les cas suivants :

- La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait ;
- La demande en justice, même en référé ;
- L'acte d'exécution forcée ;
- La désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
- L'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou recommandé électronique adressé(e) soit à l'entreprise par l'Institution en ce qui concerne l'action en paiement de la cotisation, soit à l'Institution par vous, le bénéficiaire ou vos ayants droit en ce qui concerne le règlement de la prestation.

## ANNEXE 1 – TABLEAU DE GARANTIES

NATURE DES GARANTIES	MONTANT DES PRESTATIONS
<b>ALD AVC / CANCER</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Tumeur maligne, affection du tissu lymphatique ou hématopoïétique</li><li>• Accident vasculaire cérébral invalidant</li></ul>	250 % du PMSS <sup>(1)</sup>
Service d'accompagnement médico-social personnalisé en cas d'atteinte d'une ALD ci-dessus <sup>(2)</sup>	Inclus

<sup>(1)</sup> PMSS – Plafond Mensuel de la Sécurité sociale

<sup>(2)</sup> ALD – Affection de longue durée



## ANNEXE 2 – PROTECTION DE VOS DONNEES PERSONNELLES

Base légale du traitement	Finalités	Durées de conservation	Destinataires
<b>Exécution d'un contrat d'assurance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'étude de vos besoins spécifiques nécessaire à la passation des contrats d'assurance afin de vous proposer des contrats adaptés ;</li> <li>• La tarification, l'émission des documents pré contractuels, contractuels et comptables, l'encaissement des primes ou cotisations et leur répartition éventuelle entre les coassureurs et les réassureurs, le commissionnement, la surveillance des risques, et les autres opérations techniques nécessaires à la gestion des contrats d'assurance ;</li> <li>• La gestion des prestations et la gestion des sinistres pour l'exécution des contrats d'assurance ;</li> <li>• L'élaboration de statistiques et études actuarielles ;</li> <li>• L'exercice des recours et la gestion des réclamations et des contentieux ;</li> <li>• La gestion des demandes liées à l'exercice de vos droits.</li> <li>• La recherche des assurés de contrats d'assurance sur la vie qui seraient décédés ainsi que le traitement des demandes des bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie par le biais de l'AGIRA.</li> </ul>	<p><b>Contrats d'assurance santé et prévoyance : 5 ans à compter de la fin du contrat</b></p> <p><b>OU</b></p> <p><b>Contrat d'assurance vie : 10 ans après le décès et au maximum 30 ans en cas de non réclamation du capital décès</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• les personnels chargés de la passation, la gestion et l'exécution des contrats ;</li> <li>• les délégataires de gestion, les intermédiaires d'assurance, les partenaires ;</li> <li>• les prestataires ;</li> <li>• les sous-traitants, ou les entités du Groupe KLESIA dans le cadre de l'exercice de leurs missions ;</li> <li>• les organismes d'assurance des personnes impliquées ou offrant des prestations complémentaires ;</li> <li>• les coassureurs et réassureurs ainsi que les organismes professionnels et les fonds de garanties ;</li> <li>• les personnes intervenant au contrat tels que les avocats, experts, auxiliaires de justice et officiers ministériels, curateurs, tuteurs, enquêteurs et professionnels de santé, médecins-conseils et le personnel habilité ;</li> <li>• les organismes sociaux lorsque les régimes sociaux interviennent dans le règlement des sinistres ou lorsque les organismes d'assurances offrent des garanties complémentaires à celles des régimes sociaux ;</li> <li>• les souscripteurs, les assurés, les adhérents et les bénéficiaires des contrats et s'il y a lieu, leurs ayants droit et représentants ;</li> <li>• s'il y a lieu les bénéficiaires d'une cession ou d'une subrogation des droits relatifs au contrat ;</li> <li>• s'il y a lieu le responsable, les victimes et leurs mandataires ; les témoins, les tiers intéressés à l'exécution du contrat ;</li> <li>• s'il y a lieu les juridictions concernées, les arbitres, les médiateurs ;</li> <li>• les ministères concernés, autorités de tutelle et de contrôle et tous organismes publics habilités à les recevoir ;</li> <li>• les services chargés du contrôle tels que les commissaires aux comptes et les auditeurs ainsi que les services chargés du contrôle interne.</li> </ul> <p>Concernant l'AGIRA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les gestionnaires du Groupe KLESIA limitativement habilités et disposant de certificats individuels permettant d'accéder à la base de l'AGIRA ;</li> <li>• les personnels habilités à intervenir dans la gestion des contrats d'assurance sur la vie.</li> </ul>
<b>Obligation légale, réglementaire et administrative</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme</li> </ul>	Sous réserve de dispositions plus contraignantes (par exemple droit de communication de l'administration fiscale) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• les personnes en relation avec la clientèle et les gestionnaires de contrat et de sinistre pour les clients dont ils ont la charge ;</li> <li>• les personnes habilitées à prendre la décision de nouer ou de maintenir une relation d'affaires avec une Personne Politiquement Exposée ;</li> <li>• les personnels habilités du (ou des) service(s) chargé(s) de la lutte contre le blanchiment ;</li> </ul>

Base légale du traitement	Finalités	Durées de conservation	Destinataires
		5 ans à compter de la clôture du compte ou de la cessation de la relation pour les données et documents relatifs à l'identité des clients.	<ul style="list-style-type: none"> <li>la cellule de renseignement financier Tracfin du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, la Direction générale du Trésor ;</li> <li>les autorités de contrôle compétentes ;</li> <li>les autorités de contrôle compétentes d'autres États habilitées.</li> </ul>
<b>Intérêt légitime du responsable du traitement de traitement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La mise en place d'actions de prévention</li> </ul>	Le temps strictement nécessaire à la réalisation des actions	<ul style="list-style-type: none"> <li>les personnels habilités du Groupe KLESIA ;</li> <li>les sous-traitants, ou les entités du Groupe KLESIA dans le cadre de l'exercice de leurs missions.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion de la relation commerciale</li> </ul>	<b>Pour les clients</b> 3 ans à compter de la fin de la relation commerciale <b>Pour les prospects (en l'absence de relation contractuelle)</b> 3 ans à compter de la collecte des données ou du dernier contact émanant du prospect émanant du prospect	<ul style="list-style-type: none"> <li>les personnes chargées du service marketing, du service commercial, des services chargés de traiter la relation client, les réclamations, et la prospection, des services administratifs, des services logistiques et informatiques ainsi que leurs responsables hiérarchiques ;</li> <li>les services chargés du contrôle ;</li> <li>les sous-traitants et les partenaires.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>La lutte contre la fraude à l'assurance et, le cas échéant, l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque fraude pouvant entraîner une réduction ou le refus du bénéfice d'un droit, d'une prestation, d'un contrat ou service proposés par les entités du Groupe KLESIA</li> </ul>	6 mois à compter de l'émission de l'alerte OU 5 ans à compter de la clôture du dossier fraude OU 2 ans à compter du terme de la procédure judiciaire Concernant l'inscription sur liste de personnes présentant un risque fraude : 5 ans à compter de l'inscription	<ul style="list-style-type: none"> <li>les personnels en relation avec la clientèle et les gestionnaires de contrats et de sinistres ;</li> <li>les autres entités du Groupe KLESIA dès lors qu'elles sont concernées par la fraude ou interviennent dans la gestion des dossiers ou de maîtrise du risque de fraude ;</li> <li>les personnels habilités en charge de la lutte contre la fraude, de la lutte anti-blanchiment et du contrôle interne ;</li> <li>les inspecteurs, enquêteurs, experts, et auditeurs ;</li> <li>le personnel habilité de la direction générale, la direction juridique ou du service du contentieux pour la gestion des contentieux ;</li> <li>le personnel habilité des sous-traitants ;</li> <li>les autres organismes d'assurance ou intermédiaires intervenant dans le cadre de dossier présentant une fraude ;</li> <li>les organismes sociaux lorsque les régimes sociaux interviennent dans le règlement des sinistres ou lorsque les organismes d'assurances offrent des garanties complémentaires à celles des régimes sociaux ;</li> <li>les organismes professionnels intervenant dans le cadre de dossiers présentant une fraude ;</li> <li>les auxiliaires de justice et officiers ministériels ;</li> <li>l'autorité judiciaire, médiateur, arbitre saisis d'un litige ;</li> <li>les organismes tiers autorisés par une disposition légale à obtenir la communication de données à caractère personnel relatives à des précontentieux, contentieux ou condamnations ;</li> <li>les organismes tiers autorisés par une disposition légale à obtenir la communication de données à caractère personnel relatives à des précontentieux, contentieux ou condamnations ;</li> </ul>

Base légale du traitement	Finalités	Durées de conservation	Destinataires
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• s'il y a lieu les victimes de fraudes ou leurs représentants.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La prospection commerciale pour les produits et services du Groupe KLESIA analogues ou complémentaires à ceux que vous avez souscrits</li> </ul>	<p><b>Pour les clients</b> 3 ans à compter de la fin de la relation commerciale</p> <p><b>Pour les prospects</b> 3 ans à compter de la collecte des données ou du dernier contact émanant du prospect</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• les personnes habilitées des services marketing et commercial, des services chargés de traiter la relation client, les réclamations, et la prospection, des services administratifs, des services logistiques et informatiques ainsi que leurs responsables hiérarchiques ;</li> <li>• les services chargés du contrôle ;</li> <li>• les sous-traitants, les partenaires, les sociétés extérieures ;</li> <li>• les entités du Groupe KLESIA ;</li> <li>• les auxiliaires de justices, les officiers ministériels et organismes publics habilités à les recevoir, les arbitres, les médiateurs.</li> </ul>
<b>Consentement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La prospection commerciale</li> </ul>	<p>Suppression à tout moment en cas de retrait de votre consentement En l'absence du retrait du consentement :</p> <p><b>Pour les clients</b> 3 ans à compter de la fin de la relation commerciale</p> <p><b>Pour les prospects</b> 3 ans à compter de la collecte des données ou du dernier contact émanant du prospect</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• les personnes habilitées des services marketing et commercial, des services chargés de traiter la relation client, les réclamations, et la prospection, des services administratifs, des services logistiques et informatiques ainsi que leurs responsables hiérarchiques ;</li> <li>• les services chargés du contrôle ;</li> <li>• les sous-traitants, les partenaires, les sociétés extérieures ;</li> <li>• les entités du Groupe KLESIA ;</li> <li>• les auxiliaires de justices, les officiers ministériels et organismes publics habilités à les recevoir, les médiateurs.</li> </ul>

Retrouvez toutes les informations  
vous concernant  
dans votre espace personnel.



*Et rejoignez-nous sur*



TVP-329.003/22

Carcept Prev accompagne la branche du Transport dans les domaines de la retraite complémentaire, de l'assurance santé et prévoyance, de l'action sociale et du bien-être. Vous et vos salariés bénéficiez ainsi d'un accompagnement complet et adapté à votre métier pour vous permettre de vous concentrer sur l'essentiel : VOTRE ACTIVITÉ.

**Carcept Prev s'engage à vous assurer un avenir serein et contribue à la qualité de vie pour tous.**